

**MAISON DE L'ENFANCE DU
6^{ème} ARRONDISSEMENT**

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

Siège social :

**54 Rue Waldeck Rousseau
69006 LYON**

SIRET : 318 455 797 00015

**RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

MAISON DE L'ENFANCE DU 6EME ARRONDISSEMENT
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association « Maison de l'Enfance du 6^e arrondissement »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Maison de l'Enfance du 6^e arrondissement » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le poste « contributions volontaires en nature » : Définition, charges correspondant au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que les biens meubles ou immeubles.

L'annexe a bien exposé le détail des mises à disposition gratuites et des moyens fournis par les institutions de l'année 2024 mais le montant de l'exercice n'étant pas connu à ce jour, le détail repris dans l'annexe correspond aux charges supplétives de l'année 2023.

Il est à noter que les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés à partir d'un taux estimé à 1.50%, pour éviter les fluctuations importantes des taux IBOXX sur les marchés financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du compte rendu financier et des autres documents adressés aux membres du conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Villeurbanne, le 12 Mars 2025.

Najet ILGHET
Commissaire aux comptes



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Autres immobilisations incorporelles	16 805	16 805		17
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Autres immobilisations corporelles	557 512	487 287	70 225	84 915
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées	2 308		2 308	2 308
Autres immobilisations financières	311		311	311
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	576 936	504 092	72 844	87 552
<i>Stocks</i>				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	23 165	7 837	15 328	19 138
Autres créances	128 281		128 281	134 547
<i>Divers</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 580		1 580	
Valeurs mobilières de placement	60 099		60 099	58 262
Disponibilités	314 389		314 389	182 263
Charges constatées d'avance	4 930		4 930	6 761
TOTAL ACTIF CIRCULANT	532 444	7 837	524 607	400 971
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	1 109 380	511 929	597 451	488 523

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel	100 956	100 956
Autres réserves	45 000	45 000
Report à nouveau	-86 342	-122 522
Résultat de l'exercice	35 531	36 180
TOTAL CAPITAUX PROPRES	95 146	59 614
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour charges	241 386	223 446
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	241 386	223 446
Découverts et concours bancaires	60	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	60	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 134	254
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 536	50 721
Personnel	58 462	48 627
Organismes sociaux	52 852	51 138
Autres dettes fiscales et sociales	24 895	16 881
Dettes fiscales et sociales	136 210	116 646
Produits constatés d'avance	75 981	37 843
TOTAL DETTES	260 920	205 463
TOTAL PASSIF	597 451	488 523

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS						
Ventes de marchandises						
Production vendue	1 040 801	100,00	1 010 220	100,00	30 581	3,03
Production stockée						
Subventions d'exploitation	429 254	41,24	365 499	36,18	63 755	17,44
Autres produits	49 090	4,72	59 073	5,85	-9 984	-16,90
Total	1 519 144	145,96	1 434 793	142,03	84 352	5,88
CONSOMMATION M/SES & MAT						
Achats de marchandises						
Variation de stock (m/ses)						
Achats de m.p & aut.approv.	10 383	1,00	12 179	1,21	-1 796	-14,75
Variation de stock (m.p.)						
Autres achats & charges externes	310 408	29,82	273 267	27,05	37 141	13,59
Total	320 791	30,82	285 446	28,26	35 345	12,38
MARGE SUR M/SES & MAT	1 198 353	115,14	1 149 347	113,77	49 006	4,26
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.	41 368	3,97	45 545	4,51	-4 178	-9,17
Salaires et Traitements	875 533	84,12	862 265	85,35	13 268	1,54
Charges sociales	251 639	24,18	241 401	23,90	10 238	4,24
Amortissements et provisions	38 753	3,72	48 013	4,75	-9 260	-19,29
Autres charges	2 651	0,25	4 071	0,40	-1 420	-34,89
Total	1 209 944	116,25	1 201 295	118,91	8 649	0,72
RESULTAT D'EXPLOITATION	-11 591	-1,11	-51 949	-5,14	40 358	-77,69
Produits financiers	7 056	0,68	5 389	0,53	1 668	30,95
Charges financières						
Résultat financier	7 056	0,68	5 389	0,53	1 668	30,95
Opérations en commun						
RESULTAT COURANT	-4 535	-0,44	-46 560	-4,61	42 025	-90,26
Produits exceptionnels	43 277	4,16	83 228	8,24	-39 950	-48,00
Charges exceptionnelles	2 851	0,27	379	0,04	2 472	652,21
Résultat exceptionnel	40 426	3,88	82 849	8,20	-42 422	-51,20
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	360	0,03	109	0,01	251	231,62
RESULTAT DE L'EXERCICE	35 531	3,41	36 180	3,58	-649	-1,79

ANNEXES

Règles et Méthodes Comptables

Désignation de la société : ASS MAISON DE L'ENFANCE DU 6EME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 597 451 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 35 531 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/03/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et de l'ANC 2018-06, à jour des différents règlements.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Règles et Méthodes Comptables

- Taux d'actualisation : 1,5 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2019)

L'estimation des indemnités a été effectuée dans l'hypothèse d'un départ à la retraite à 64 ans, selon la méthode dite restrospective prorata temporis (progression de 1% des salaires) . et sur la base d'un effectif de 31 personnes.)

Le taux d'actualisation retenu est de 1.50%. Ce taux ne correspond pas au taux IBOXX Corporates AA (Indexco.com) au 31.12.2024.

Cependant, compte tenu des variations importantes des taux IBOXX sur le marché sur l'année 2019, il a été pris le taux de 1.50% qui correspond

Hypthèse d'un turn-over faible pour la catégorie "cadre" et d'un turn over fixe de 2% pour la catégorie "non cadre".

Le montant des IFC provisionnées au 31.12.2024 est de : 241 386€.

Faits Caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'association a perçu à titre exceptionnel une subvention de la CAF de 40 000 € en 2024.

Notes sur le Bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d’établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d’immobilisations incorporelles	16 805			16 805
Immobilisations incorporelles	16 805			16 805
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d’autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	360 259			360 259
– Matériel de transport	12 947			12 947
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	178 200	6 105		184 306
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	551 407	6 105		557 512
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	2 308			2 308
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières	311			311
Immobilisations financières	2 619			2 619
ACTIF IMMOBILISE	570 831	6 105		576 936

Notes sur le Bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d’établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d’immobilisations incorporelles	16 788	17		16 805
Immobilisations incorporelles	16 788	17		16 805
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d’autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	300 914	13 721		314 634
– Matériel de transport	12 947			12 947
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	152 630	7 075		159 705
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	466 491	20 796		487 287
ACTIF IMMOBILISE	483 279	20 813		504 092

Notes sur le Bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 156 687 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	311		311
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	23 165	23 165	
Autres	128 281	128 281	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	4 930	4 930	
Total	156 687	156 377	311
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir CAF –	100 969
Total	100 969

Notes sur le Bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépréciation créances clients	7 837
TOTAL	7 837

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	223 446	17 941			241 386
Total	223 446	17 941			241 386
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		17 940			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le Bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 256 786 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	60	60		
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 536	44 536		
Dettes fiscales et sociales	136 210	136 210		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	75 981	75 981		
Total	256 786	256 786		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	22 989
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	48 742
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	18 071
Total	89 802

Notes sur le Bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	4 930		
Total	4 930		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	75 981		
Total	75 981		

Notes sur le Compte de Résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Extrascolaire	355 382
Périscolaire	74 036
Petite Enfance	490 038
Autres	33 778
Bonus	87 566
TOTAL	1 040 801

Autres Informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 241 386 euros

– Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 241 386 euros

Objet de l'Association

La maison de l'enfance du 6ème a pour objet la direction, la gestion, l'administration et l'aménagement de la Maison de l'Enfance du 6ème.

La gestion de tout équipement dont elle peut disposer (terrains, locaux).

L'organisation d'un accueil de loisirs fonctionnant hors temps scolaires, principalement les merredis, le soir en période scolaire, petites et grandes vacances, accueillant les enfants et adolescents du 6eme arrondissement et proposant des activités éducatives et de loisirs sur place ou à l'extérieur.

L'organisation d'activités d'éveil, culturelles et sportives extrascolaires.

L'organisation d'une structure Petite Enfance fonctionnant selon la réglementation en vigueur et accueillant en priorité les enfants domiciliés dans le 6ème arrondissement; la défense et la représentation des intérêts des enfants fréquentant la Maison de l'Enfance auprès des pouvoirs publics et de tutelle ou de toutes autres autorités.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Afin de réaliser son objet social, l'association perçoit notamment dans le cadre des activités extrascolaires, périscolaires et petite enfance :

- Des participations des familles des usagers.
- Des subventions de fonctionnement de la ville de Lyon.
- Des subventions de la CAF.

Elle emploie ainsi 31 salariés (équivalent temps plein), et bénéficie de la disposition de locaux par la ville de Lyon.

Autres opérations non inscrites au bilan

Les contributions volontaires en nature portées au compte de résultat correspondent à la valeur locative et aux charges inhérentes au bâtiment mis à la disposition de l'association par la Ville de Lyon. Les données portées correspondent aux informations de l'année 2023 pour la partie fluides et aux valeurs 2023 qui ont été communiquées par les services de la mairie.

Le détail des contributions en nature de la Ville de Lyon est présenté comme suit :

- Eau : 2 390.75 € (base 2023)
- Autres charges : 16 506.86 (base 2023)
- Valeur locative : 135 708€ (base 2023)
- Assurance : 825.23€ (base 2023)
- Entretien : 29 029.22€ (base 2023)

Soit un total de 184 523.06€

Tableau des subventions2024

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024	Comptabilisées ultérieurement
Ville de Lyon fonctionnement	426 254,00	426 254,00	
Ville de Lyon CEL			
Ville de Lyon	3 000,00	3 000,00	
TOTAL	429 254,00	429 254,00	-

Tableau de suivi des fonds associatif2024

Libellé	Solde au début d'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentation	Diminution	Solde à le fin de l'exercice
FONDS PROPRES					
Fonds associatifs sans droits de reprise	100 956				100 956
Patrimoine intégré					
Fonds statutaires					
Subventions d'investissement sur bien non renouvelables					
Apports sans droits de reprise					
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Réserves indisponibles					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementaires					
Autres réserves	45 000				45 000
Report à nouveau	- 122 522	36 180			- 86 342
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	36 180	- 36 180	35 531		35 532
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS					
Fonds propres					
Apports					
Legs et donations					
Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement sur bien non renouvelables					-
Provision réglementées					
Droit des propriétaires					
TOTAL	59 614	0	35 531	-	95 145

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

À l'Assemblée Générale de l'Association « Maison de l'Enfance du 6^e arrondissement »

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 314-59 alinéa 2 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- Rémunérations versées aux administrateurs :
Néant.
- Rémunérations brutes versées aux cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 3111-2 du Code du Travail :

Noms	Fonctions	Rémunérations brutes
Maxime THOMAS	Directeur	45 618 €

- Rémunérations versées aux membres de la famille des deux catégories précédentes :
Néant

A Villeurbanne, le 12 Mars 2025.

Najet ILGHET
Commissaire aux comptes

